



Question orale

(Session extraordinaire du jeudi 20 août 2020)

Monsieur Geffry SALMON

Représentant à l'assemblée de Polynésie française

à

Monsieur Edouard FRITCH

Président en charge de l'égalité des territoires
et des relations internationales

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les représentants, chers collègues,
Cher public, chers internautes,
la ora na,

Monsieur le Président, mon propos de ce jour ne traitera pas de l'actualité sanitaire et économique, nous aurons bien le temps d'en débattre au cours des mois voire même des années à venir.

Sans donc m'étendre aujourd'hui sur ces sujets, je note toutefois une aggravation sinon une dilatation de la dimension anxigène exprimée à tous les niveaux de la société polynésienne, qu'ils soient médiatiques, politiques, sociétaux, économiques. La longue litanie du nombre de cas détectés par exemple tait ainsi étrangement le fait qu'en moyenne 99% des personnes infectées en sortiraient possiblement guéries.

Tout se passe comme si le virus avait remplacé le soleil : nous avons commencé à tourner autour de lui. Il s'en suit une manière de mimétisme dans la façon d'avoir peur généralisant de fait la panique. L'information ne consiste plus à rendre compte de la réalité : elle est devenue la réalité elle-même.

Mes questions traiteront d'un domaine dont vous avez la charge, celui des télécommunications. Rappelez-vous, j'ai souhaité, en son temps, attirer votre attention sur les risques encourus par l'opérateur public ONATI dans la mise en œuvre du projet de câble MANATUA reliant TAHITI, les COOK, NIUE et SAMOA, risques liés en partie à son tracé mais aussi et surtout financiers.

Il est souvent rappelé que la solidité d'une chaîne n'excède pas celle de son maillon le plus faible. Pour le cas particulier qui nous intéresse le maillon faible semblent-être les SAMOA en raison de son choix revendiqué d'optimiser ses revenus générés par l'exploitation du câble MANATUA en « rançonnant » ni plus ni moins la Polynésie française.

Ainsi, il m'est rapporté par d'anciens membres de la PITA que la livraison faite par HAWAIIKI des 50G de capacité au pied de la station SSCC de APIA autorisant une mise en service immédiate de MANATUA, se heurte au dictat de la SSCC d'un paiement de 500 millions de francs pacifique en préalable aux travaux d'interconnexion pouvant donner tout son sens à cet investissement.

Sous réserve de votre réponse, je juge ces exigences comme scélérates et ce d'autant que la gratuité de cette interconnexion qui figurerait au contrat du consortium aurait été offerte aux îles COOKS et NIUE.

Pouvez-vous nous dire après identification des responsabilités éventuelles ce qu'il en est véritablement, rassurant ainsi les membres de l'Assemblée sur le bien-fondé des choix stratégiques, techniques et financiers faits par l'opérateur public dans le cadre de cette opération ?

Ma seconde question intéresse la rentabilité de la politique ambitieuse de liens par câbles sous-marins décidée pour effacer les distances tant domestiques qu'internationales.

Sans rentrer aujourd'hui en séance dans le détail de ces rentabilités espérées, pourriez-vous demander à l'opérateur public de présenter en temps utile aux membres de l'Assemblée les business plans sommaires bâtis dans la perspective des déploiements des câbles HONOTUA, NATITUA et enfin MANATUA ? Seraient alors précisés à cette occasion les premiers résultats économiques et financiers de ces projets justifiant de facto, d'une part, les efforts financiers colossaux fournis et, d'autre part, le choix fait de privilégier une technologie de point à point versus celle d'une desserte satellitaire.

Ma dernière question est relative à l'ouverture d'une nouvelle route transpacifique décidée par le gouvernement du Chili en collaboration avec le Brésil, ce projet devant avant tout répondre selon ses promoteurs à un objectif de rentabilité.

Ouvrir une nouvelle route rentable nécessite bien évidemment de démontrer un intérêt économique pour le marché. Or le marché de la connectivité internationale est entièrement dominé par quatre sociétés américaines, Google, Facebook, Microsoft et Amazon, qui ne génèrent pas moins de 80% du trafic international mondial. Il faut savoir que depuis 2018, plus de 90% des nouveaux projets de câble de plus de 10,000 km se font avec au moins l'un d'entre eux, intervenant soit comme client, soit comme investisseur.

Si l'on estime qu'il y a un réel intérêt politique pour le CHILI de raccorder l'île de Pâques et pour la POLYNÉSIE FRANÇAISE de raccorder TAHITI et les ILES AUSTRALES, pouvez-vous nous dire Monsieur le Président ce qu'il en est de l'état de vos négociations avec le gouvernement chilien ?

Je vous remercie de votre attention.



Geffry SALMON